

En France, il n'y a pas eu simplement de la censure sur la guerre d'Algérie mais de l'autocensure



APS PHOTOS © 2017

PARIS- "Il n'y a pas eu simplement de la censure en France sur la guerre d'Algérie mais de l'autocensure", a fait constater jeudi à Paris l'historien Benjamin Stora, indiquant que tous les films qui traitent ce sujet ont été censurés, notamment après l'indépendance de l'Algérie.

"Il n'y a pas eu simplement de la censure sur la guerre d'Algérie mais de l'autocensure. Il y a eu des films pendant la guerre et plusieurs d'autres qui ont été censurés", a-t-il dit dans son intervention au colloque "La guerre d'Algérie au cinéma", organisé par l'Espace parisien Histoire Mémoire Guerre d'Algérie (EPHMGA), une association qui veut transmettre aux jeunes générations l'histoire commune entre la France et l'Algérie dans la plus stricte objectivité".

Dans son état des lieux de la production cinématographique sur la Guerre de libération, Benjamin Stora a indiqué "qu'on refusait aux Français, après l'indépendance de l'Algérie, le retour sur une guerre qui n'était pas classique, une guerre civile franco-française dans une guerre (algérienne) contre le colonialisme".

"Il y avait une rareté de spectateurs français qui n'ont pas voulu aller voir des films sur la guerre d'Algérie", a-t-il fait observer.

Au tour de cette guerre, a-t-il ajouté, il n'y avait pas de "cinéma consensuel" qui pouvait rassembler le public français, malgré la production, après 1962, de beaucoup de grands films. "Il y avait un silence intégral", a-t-il soutenu, soulignant que même la télévision (une chaîne publique unique) était "très contrôlée".

Il a noté, à cet effet, que même le film de Gillon Pontecorvo "La Bataille d'Alger" (1966), une fiction qu'il a estimée équilibrée, n'a été projeté publiquement en France qu'en 2004, après avoir été interdit et retiré des écrans, relevant que durant les années 1990 une volonté est née pour un travail de croisement et de pluralité tant chez les Français que chez les Algériens.

On a raconté la guerre et non pas le début de la colonisation L'historien a attiré l'attention des participants au colloque, dont la majorité était constituée d'universitaires, chercheurs, enseignants, historiens, anciens appelés de contingent en présence de lycéens de la terminale, que les réalisateurs ont raconté, chacun à sa manière, la guerre d'Algérie, qui était la fin de la colonisation française, mais pas le début de cette colonisation pendant laquelle beaucoup de massacres ont été commis.

Pour sa part, l'Algérienne Djemaa Maazouzi, docteure en littérature de langue française et enseignante et chercheuse au Canada, s'est penchée, dans sa communication, sur la fabrication de la mémoire et de l'histoire et sur le tissage des liens de solidarité entre porteurs de mémoire de traumatisme.

Dans son analyse sur le partage des mémoires de la Guerre de libération, la chercheuse algérienne a affirmé qu'il y a, de part et d'autre, un besoin d'histoire individuelle ou groupale qui se dégage à travers les films réalisés sur ce sujet.

D'après elle, tous les films produits sur la guerre d'Algérie tournaient autour de quatre thèmes principaux : le procès (critique de la mémoire), la rencontre (retrouvailles), le retour (tourisme mémoriel) et la solidarité (lien avec l'autre). Elle a indiqué qu'à travers les scénographies mémorielles, il y a une prise de conscience sur des faces cachées de la guerre.

Les mémoires doivent s'exprimer dans la société

L'historienne française, Raphaëlle Branche, spécialiste des violences en situation coloniale, a fait constater que très peu de réalisateurs, en France, veulent tourner de films sur la guerre d'Algérie, laissant indiquer ainsi le blocage au sein de la société française quand il s'agit de parler

de cette guerre. Elle cite dans ce contexte, séquences à l'appui, le film *Muriel ou le temps du retour* (Alain Resnais, 1963) qui évoque la guerre d'Algérie sans la nommer une seule fois, juste pour mettre en relief que les cinéastes français ont du mal à raconter dans un film une expérience traumatisante.

A l'ouverture du colloque d'une journée, l'adjoint-maire de Paris chargée de la Mémoire et du Monde combattant, Catherine Vieu-Charier, a souhaité que la jeunesse française soit "consciente" de la "terrible" mémoire causée par une sale guerre.

"Il faut que les mémoires s'expriment dans la société. Il faut se donner les moyens d'assumer le passé. Il s'agit de dire ce qui nous a séparés pour renforcer ce qui nous unit", a-t-elle dit.

Last modified on jeudi, 05 octobre 2017 18:14